

DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Photo : DR

CAN 2025

LE SÉNÉGAL S'OFFRE UNE SECONDE ÉTOILE

7 VOLS DIRECTS / SEMAINE AU DÉPART D'ABIDJAN



Au départ d'Abidjan, envolez-vous 7 fois par semaine vers Paris en Airbus A330-900 NEO.

En **First class, en Business, en Premium Économique ou en classe Économique**, profitez d'une expérience unique de voyage avec des écrans de divertissement de dernière génération, la connexion internet et un service pensé pour satisfaire à vos exigences.

Réservez dès maintenant auprès de votre agent de voyages ou sur www.aircotedivoire.com



DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président - Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU - Landry ANUARITE
Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO
Redouane BENALI

Directrice Marketing
Relations Publiques
COURA SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
BOZ

Développement Haute-Garonne
Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

L'AFRIQUE À L'AUBE D'UNE ANNÉE DÉCISIVE : ENTRE PROMESSES ET RESPONSABILITÉS

Au seuil de cette nouvelle année, adresser des vœux à l'Afrique ne peut se réduire à une formule rituelle. Le continent est à un moment charnière de son histoire, où les espérances sont immenses, mais où les défis exigent une lucidité sans complaisance et un courage collectif renouvelé. L'Afrique aborde l'année nouvelle forte de ce que le monde ne peut plus ignorer : sa jeunesse. Plus qu'un simple fait démographique, cette jeunesse est une énergie brute, une intelligence en devenir, une créativité qui s'exprime déjà dans les domaines de la culture, de l'entrepreneuriat, du numérique et de l'innovation sociale. Si elle est éduquée, écoutée et pleinement intégrée aux décisions publiques, elle peut devenir le moteur d'un renouveau profond. À défaut, elle restera un potentiel frustré, exposé à l'exil, à la précarité ou à la colère.

L'année qui s'ouvre sera aussi celle de choix décisifs face aux urgences climatiques. L'Afrique, bien que peu responsable du dérèglement climatique, en subit de plein fouet les conséquences : sécheresses, inondations, insécurité alimentaire. Pourtant, elle détient une part des solutions mondiales, qu'il s'agisse de ses ressources naturelles, de son potentiel agricole ou de ses capacités en énergies renouvelables.

Le défi n'est plus seulement de survivre au changement climatique, mais d'en faire un levier de transformation durable et souveraine.

Sur le plan politique et institutionnel, l'Afrique est appelée à poursuivre un combat fondamental : celui de la gouvernance. Les peuples aspirent à des États justes, transparents et efficaces. Les transitions démocratiques, parfois fragiles, parfois contrariées, rappellent que la stabilité ne peut être durable sans légitimité, et que le développement ne peut se construire sans confiance entre gouvernants et gouvernés.



La nouvelle année devra être celle d'un leadership plus responsable, ancré dans l'intérêt général plutôt que dans la conservation du pouvoir.

Mais l'Afrique ne se résume ni à ses crises ni à ses retards. Elle avance, souvent loin des projecteurs, par des initiatives locales, des solidarités communautaires, des réussites économiques discrètes mais réelles. Elle invente ses propres modèles, parfois en marge des schémas importés, en puissant dans ses cultures, ses langues et ses valeurs. C'est peut-être là sa plus grande force : sa capacité à se réinventer sans se renier.

En ce début d'année, le vœu le plus sincère que l'on puisse formuler pour l'Afrique est celui de la maîtrise de son destin. Que le continent parle davantage en son nom, négocie d'égal à égal, transforme ses richesses sur place et place l'humain au cœur de ses priorités. Que l'année à venir soit celle où l'Afrique cesse d'être perçue comme une promesse future pour s'affirmer pleinement comme une réalité présente.

Car l'avenir de l'Afrique n'est pas à attendre : il est déjà en marche.

Malick Daho



L'Amérique tourne le dos au Sahel

La Maison-Blanche durcit sa politique migratoire vers l'Afrique. La politique restrictive de Donald Trump contribue à l'isolement diplomatique des gouvernements sahéliens en élargissant son interdiction de voyage pour inclure le Mali, le Niger et le Burkina Faso.



Les Etats-Unis veulent mettre fin à « l'invasion » migratoire. (Ph: DR)

Le Sahel, région stratégique mais instable, paie le prix fort de cette nouvelle inflexion. Pour la première fois, les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) figurent sur la liste américaine des interdictions totales de voyage. Le 16 décembre 2025, le président Donald Trump

a signé une proclamation élargissant le champ des restrictions d'entrée aux États-Unis, frappant sept nouveaux pays, dont le Mali, le Niger et le Burkina Faso, déjà fragilisés par des années de crises sécuritaires et politiques. Concrètement, les ressortissants de ces États ne pourront plus entrer sur le sol américain, qu'il s'agisse d'émigration, de

voyages touristiques, d'études ou de déplacements professionnels. Des exceptions sont prévues pour les résidents permanents légaux, les détenteurs de visas existants, les diplomates, les sportifs et les personnes dont l'entrée « sert les intérêts nationaux » des États-Unis. Pour le reste, l'accès au territoire américain est désormais « totalement



suspendu ».

Cette décision unilatérale risque de compromettre des années de coopération entre Washington et les capitales sahéliennes, notamment dans la lutte contre le terrorisme. Les étudiants, chercheurs et hommes d'affaires apparaissent comme les premières victimes de cette mesure restrictive, dont les conséquences économiques et humaines pourraient être durables.

Pour justifier cette extension de la liste noire, l'administration Trump invoque des « déficiences persistantes et sévères » dans les systèmes de contrôle, de vérification et de partage d'informations des pays concernés. Selon Washington, le Mali, le Niger et le Burkina Faso affichent des taux élevés de dépassement de visas et des difficultés à assurer un suivi administratif fiable de leurs ressortissants.

Au-delà du signal migratoire, la décision américaine met en lumière la tension croissante entre les priorités sécuritaires de Washington et les réalités géopolitiques locales. Le Mali, en proie à une insurrection jihadiste persistante et à une transition politique contestée, voit ses marges diplomatiques se réduire. Le Niger et le Burkina Faso, confrontés à une insécurité endémique, risquent un isolement accru, notamment pour leurs élites économiques et universitaires.

Cette mesure s'inscrit dans une politique migratoire plus large revendiquée par Donald Trump depuis son retour au pouvoir : durcissement des frontières, suspension de l'asile et contrôle renforcé des flux en provenance de ce que l'administration qualifie de « pays du tiers-monde ». L'entrée en vigueur de l'interdiction, depuis le 1er janvier 2026, n'est pas seulement symbolique. Elle teste la capacité des États sahéliens à adapter leur stratégie internationale face à des choix politiques qui leur échappent.

Lamine Thiam

- LES RAISONS DE LA COLÈRE DE DONALD TRUMP

Donald Trump a érigé la lutte contre l'immigration clandestine en priorité absolue, évoquant une « invasion » des États-Unis par des « criminels venus de l'étranger ».

Le durcissement de la politique anti-immigration aux États-Unis est survenu quelques jours après une fusillade mortelle contre des militaires de la Garde nationale à Washington, dont est accusé un ressortissant afghan.

Depuis, aucune demande de « carte verte » (résident permanent aux États-Unis) ou de naturalisation provenant de citoyens des 19 pays listés n'est examinée, selon une note publiée par les services de l'immigration (USCIS).

Après la fusillade à Washington le 26 novembre 2025, en effet, le président Donald Trump avait annoncé vouloir « suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde ». Il avait promis de « chasser toute personne qui n'est pas un atout pour les États-Unis », de « dénaturaliser les migrants qui nuisent à la tranquillité nationale et d'expulser tout ressortissant étranger qui constitue un fardeau public, un risque pour la sécurité ou qui n'est pas compatible avec la civilisation occidentale ».

Parmi les 19 pays listés figurent les 12 (Afghanistan, Birmanie, Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Érythrée, Haïti, Iran,



La police fédérale de l'immigration (ICE) a pour mission d'expulser un nombre sans précédent de migrants en situation irrégulière. (Ph: DR)

Libye, Somalie, Soudan et Yémen) dont les ressortissants étaient déjà concernés par une interdiction d'entrée sur le territoire depuis juin. S'y ajoutent les sept autres pays (Burundi, Cuba, Laos, Sierra Leone, Togo, Turkménistan et Venezuela) frappés également depuis juin par des restrictions de visas. Les 15 pays supplémentaires faisant l'objet de restrictions partielles sont les suivants : Angola, Antigua-et-Barbuda, Bénin, Côte d'Ivoire, Dominique, Gabon,

Gambie, Malawi, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Tonga, Zambie et Zimbabwe.

« Le gouvernement Trump fait tout son possible pour s'assurer que les individus devenant citoyens américains sont les meilleurs des meilleurs », a affirmé Matthew Tragesser, porte-parole de l'USCIS, à des médias américains. « La citoyenneté est un privilège, pas un droit ». Tout est dit !

LT

- L'ÉTRANGER AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE DONALD TRUMP

En une année au pouvoir, le président américain Donald Trump a largement pu dérouler les étapes de son offensive contre les immigrés aux États-Unis. Il s'est attaqué aux étudiants, aux demandeurs d'asile, aux ressortissants d'une vingtaine de pays...

Depuis son retour au pouvoir, le 20 janvier 2025, Donald Trump s'est consacré à lutter contre la présence ou l'arrivée de personnes migrantes aux États-Unis. Il a par exemple fait en sorte que les demand-

deurs d'asile tentant d'entrer dans le pays depuis la frontière au Sud ne puissent plus prendre rendez-vous sur l'application consacrée, ou attendre sur le sol américain l'examen de leur demande. Donald Trump prétend

ainsi mettre fin à « l'invasion » migratoire que représente selon lui l'arrivée d'exilés venus d'Afrique, d'Amérique centrale ou latine. Il a donc déclaré dès le 20 janvier 2025 une « urgence nationale » à la frontière



Mexique-États-Unis. Ces mesures, couplées à la présence de l'armée, ont conduit à réduire drastiquement les arrivées à cette frontière, y compris de personnes venant demander l'asile. Pendant la campagne électorale présidentielle, Donald Trump avait déjà misé sur des discours xénophobes et racistes. Il affirmait par exemple que les Haïtiens mangeaient des animaux de compagnie et que les migrants latinos arrivant aux États-Unis sortaient de prisons ou d'asiles psychiatriques. Ses campagnes d'expulsions ciblent aujourd'hui particulièrement les personnes originaires d'Afrique. La politique anti-immigration de Donald Trump risque d'avoir de graves conséquences sur l'économie du pays, qui se feront progressivement sentir. Celles-ci seront particulièrement saillantes dans les secteurs où les immigrés, notamment en situation irrégulière, sont surreprésentés : construction, restauration, agriculture...

LT



Donald Trump se consacre à lutter contre la présence ou l'arrivée de personnes migrantes aux États-Unis. (Ph: DR)

- 13 AMBASSADEURS AMÉRICAINS EN AFRIQUE RAPPELÉS PAR WASHINGTON

L'administration Trump a rappelé 13 diplomates de carrière occupant des postes d'ambassadeur et d'autres fonctions de haut niveau dans les ambassades africaines.

Tous avaient pris leurs fonctions sous l'administration Biden mais avaient survécu à une première vague d'évictions au cours des premiers mois du second mandat de Trump, laquelle visait principalement les personnes nommées pour des raisons politiques. Les ambassadeurs servent au bon vouloir du président, bien qu'ils restent généralement en poste pendant trois à quatre ans. Les personnes concernées par ce remaniement ne perdent pas leur emploi au sein du service diplomatique, mais retourneront à Washington pour d'autres affectations.

L'Afrique est le continent le plus touché par ces rappels, avec des ambassadeurs retirés de 13 pays : le Burundi, le Cameroun,



Rencontre avec les ambassadeurs américains rappelés. (Ph: DR)

le Cap-Vert, le Gabon, la Côte d'Ivoire, Madagascar, Maurice, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie et l'Ouganda.

L'Asie arrive en deuxième po-

sition, avec des changements d'ambassadeurs dans six pays : les Fidji, le Laos, les îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines et le Vietnam.

LT

- SUPPORTEURS SÉNÉGALAIS ET IVOIRIENS PRIVÉS DE COUPE DU MONDE ?

Le Sénégal et la Côte d'Ivoire pourraient être privés de leurs supporters lors de certains matchs de la Coupe du monde 2026 organisée au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique.

L'été prochain, les supporters du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pourraient être interdits de faire le voyage jusqu'aux Etats-Unis pour soutenir leur équipe lors de la Coupe du monde 2026, coorganisée avec le Canada et le Mexique, en raison de nouvelles restrictions adoptées par Donald Trump. Le président américain a en effet signé un décret « restreignant et limitant davantage l'entrée des ressortissants étrangers afin de protéger la sécurité des États-Unis », a indiqué la Maison Blanche.

Et le Sénégal tout comme la Côte d'Ivoire sont concernés par ces restrictions. Si des exemptions sont prévues pour les joueurs, les staffs et leurs proches, ces restrictions partielles risquent de compliquer sérieusement la venue des supporters des Lions de la Teranga et des Éléphants sur le sol américain.



Les supporters du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pourraient être interdits de faire le voyage jusqu'aux Etats-Unis. (Ph: DR)

Mais ils pourront tout de même assister à au moins une rencontre de leur équipe. La Côte d'Ivoire fera son entrée dans la compétition, le 20 juin 2026, face à l'Allemagne à Toronto (Canada). Après avoir affronté la France (16 juin), puis la Norvège

(23 juin), le Sénégal jouera dans la même ville, le 26 juin 2026, face à un barragiste qui reste à déterminer entre la Bolivie, l'Irak et le Surinam. Un moindre mal...

LT



Une fin de règne agitée pour Patrice Talon

La tentative de coup d'Etat du 7 décembre 2025 met le président béninois sous pression à trois mois de la fin de son dernier mandat.



À quelques mois de son départ du pouvoir, le président du Bénin a livré son dernier discours sur l'état de la nation devant l'Assemblée nationale. (Ph : DR)

Le Bénin se prépare à tourner (définitivement) la page Patrice Talon. Conformément à la Constitution, le nouveau président prêtera serment le 24 mai 2026. Ainsi, à trois mois de la présidentielle d'avril 2026, le président béninois Patrice Talon entame la dernière ligne droite de son second et dernier mandat.

Fidèle à son engagement, il a réaffirmé qu'il ne sollicitera pas un troisième mandat. Un départ annoncé qui ouvre une période d'incertitude politique, la menace djihadiste permanente dans le nord, une sécurité fragile après le putsch manqué du 7 décembre 2025, entre bilan contrasté, succession sous tension et héritage à défendre.

En effet, il s'en est fallu de peu que le natif de Ouidah finisse renversé par des militaires comme plusieurs de ses ex-homologues oubliés-africains ces dernières années.

Pour beaucoup, ce jour-là, le chef de l'Etat béninois a dû son salut en grande partie à son fidèle directeur de cabinet militaire, le général Bertin Bada. Attaqué lui aussi dans sa maison, trois heures plus tôt, cet officier ayant la main sur le système sécuritaire a réussi à s'échapper (contrairement à son épouse, tuée dans les combats) et à donner l'alerte. « C'est grâce à lui que la garde républicaine a été prévenue. S'il avait été capturé, c'était terminé pour le président... »

Aujourd'hui, Patrice Talon se

montre reconnaissant envers son armée qui lui est restée fidèle. Et le 23 décembre 2025, à Porto-Novo, le président béninois a livré son ultime discours sur l'état de la nation devant l'Assemblée nationale. En revanche, aucune mention n'a été faite des enquêtes judiciaires en cours ni de l'avancement de la traque du chef des mutins.

Pour ce dixième et dernier exercice, le chef de l'Etat, qui a décidé de ne pas briguer un troisième mandat, a défendu son bilan politique et déclaré que le pays est sur la bonne trajectoire avec des progrès tangibles au quotidien, malgré les critiques persistantes de l'opposition qui n'a eu de cesse de rejeter ses réformes.

Une chose est certaine, les deux

mandats de Patrice Talon auront été marqués par une politique de grands travaux sans précédent. Routes, marchés urbains, hôpitaux, stades, centrales électriques, parcs solaires. Bref, le visage du Bénin s'est profondément transformé.

Patrice Talon s'est engagé à garantir des élections paisibles et sereines : législatives et communales le 11 janvier, présidentielle le 12 avril 2026. Et c'est sur une tonalité d'adieu qu'il a terminé son allocution : « Le devoir, la grandeur de l'âme requièrent qu'il faut savoir se quitter, savoir se dire au revoir pour laisser la place à d'autres ».

Alain Dossou



POLITIQUE » Guinée

Pari gagné pour Mamadi Doumbouya

Légionnaire, putschiste et désormais président élu : Mamadi Doumbouya a largement remporté le 28 décembre 2026 la présidentielle en Guinée qu'il dirige d'une main de fer depuis un coup d'État en 2021, consacrant son pouvoir par une élection sans opposants d'envergure.

Le colosse Mamadi Doumbouya de 41 ans avait promis « la paix et la stabilité » aux quelque 13 millions de Guinéens dans son clip de campagne, seule prise de parole du chef de la junte qui n'a fait qu'une brève apparition d'une heure à un meeting au dernier jour de la campagne.

Cela a largement suffi pour la victoire de Mamadi Doumbouya. En effet, sans surprise, le chef de la junte a gagné cette élection taillée pour lui avec un score fleuve de 86,72% des voix et une participation de 80,95%. Enfermé dans le palais présidentiel Mohammed V à Conakry, face à l'océan Atlantique, la parole de Mamadi Doumbouya est rare. Ce sont son Premier ministre, Amadou Oury Bah, et son porte-parole, Amara Camara, qui ont sillonné le pays en son nom pour faire campagne.

Candidat indépendant à la présidentielle sans rival d'envergure, le général Mamadi Doumbouya était soutenu par un mouvement qui porte ses initiales, GMD : Génération pour la Modernité et le Développement.

Originaire de Kankan (Est), Mamadi Doumbouya est issu de l'ethnie malinké, la deuxième du pays.

Le Premier ministre, Bah Oury, s'est dit « soulagé » d'avoir réussi à tenir les délais que le gouvernement s'était fixé début 2025. Les électeurs ont voté dans le calme, bien que de nombreux Guinéens aient exprimé leur lassitude face à un scrutin qui semblait connu d'avance. Certains opposants, dont l'ancien ministre Abdoulaye Yéro



L'auteur du coup d'Etat du 5 septembre 2021 a été déclaré vainqueur du scrutin, qui s'est tenu le 28 décembre 2025. (Ph: DR)

Baldé, qui a remporté 6,59 % des suffrages, dénonçaient le 29 décembre de « graves irrégularités » dans le déroulé d'un scrutin pourtant jugé « crédible » par les observateurs de l'Union africaine.

Les principaux opposants du général, dont Alpha Condé et l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, n'ont pas pu participer à l'élection. Sans appeler au boycott, leurs formations

politiques avaient critiqué un processus électoral qualifié de « mascarade ».

À Conakry, une partie de l'opposition et la société civile espèrent que ce retour à l'ordre constitutionnel s'accompagnera d'une ouverture de l'espace politique.

Déployée en Guinée le jour du scrutin, la CEDEAO a salué une « participation encourageante » et le « bon déroulé de l'élection

». « Il reviendra aux chefs d'État de décider de la réintégration ou non du pays dans les instances, indique une source diplomatique ouest-africaine. Il manque encore des étapes pour un retour à l'ordre constitutionnel, avec l'organisation des législatives et des communales. Si ces étapes apportent satisfaction, cela peut aller très vite ». Une question de temps...

Kalifa MARIKO



Congo Brazzaville « POLITIQUE »

Denis Sassou-N'Gesso vise un nouveau mandat

À la tête du Congo de 1979 à 1992 et en continu depuis 1997, Sassou-N'Gesso, 82 ans, a été investi par son parti pour la présidentielle de mars 2026.

A 82 ans, Denis Sassou-N'Gesso ne compte pas lâcher les rênes du Congo. À la tête de son pays depuis plus de quatre décennies cumulées, le chef de l'Etat a été désigné le 30 décembre 2025 candidat de son parti à la prochaine élection présidentielle.

Pour rappel, la présidentielle est fixée au 22 mars 2026. Le vote des militaires est prévu cinq jours plus tôt afin de garantir l'ordre public le jour du scrutin, mesure déjà appliquée lors de précédents scrutins.

Pour le pouvoir, la candidature de Denis Sassou-N'Gesso est placée sous le signe de la « stabilité » et de la « continuité ». Les responsables du parti présidentiel (PCT) mettent en avant

l'« expérience » du président. « Nous tenons à cette candidature pour des raisons évidentes : il est le plus expérimenté de la classe politique congolaise, il est le garant de la paix qu'il construit chaque jour dans notre pays », déclare le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa.

L'opposition congolaise, à travers Clément Mierassa, dirigeant du Parti social-démocrate congolais (PSDC), estime que Denis Sassou-N'Gesso veut coûte que coûte conserver le pouvoir. « C'est un moment triste pour notre pays », regrette-t-il.

Président sous le régime du parti unique de 1979 à 1992, avant d'être battu lors des premières élections pluralistes par Pascal Lissouba, Denis Sassou-N'Gesso fut un temps écarté avant d'y re-



Le président Denis Sassou N'Gesso a été désigné le 30 décembre 2025 candidat de son parti à l'élection présidentielle de mars 2026 au Congo. (Ph: DR)

venir en 1997, porté par un coup d'État militaire et deux ans d'une guerre civile qui aura fait des dizaines de milliers de morts. Réélu en 2002 et 2009, il fait modi-

fier la Constitution en 2015 pour supprimer la limitation à deux mandats présidentiels...

AD



Maroc

Le roi Mohammed VI souffre de douleurs au dos

L'état de santé du roi du Maroc continue d'interroger. Alors que Mohammed VI a manqué l'ouverture et la clôture de la Coupe d'Afrique des nations de football, son médecin évoque des problèmes dans le bas du dos.

Où est-il ? Pourquoi est-il absent ? De quoi souffre-t-il exactement ? Des questions, des questions... autour de l'absence du roi du Maroc, représenté par son fils, pendant la récente Coupe d'Afrique des nations. « Sa Majesté le roi souffre d'une lombosciatalgie mécanique, associée à une contracture musculaire, sans aucun signe de gravité », a indiqué son médecin personnel comme pour closer le bec à tout le monde. Avant d'ajouter que : « Ces douleurs au niveau du bas du dos nécessitent un traitement médical adapté et une période de repos fonctionnel ».

Mohammed VI, 62 ans, règne sur le Maroc depuis juillet 1999, date à laquelle il



Le roi du Maroc a une santé fragile. (Ph: DR)

a succédé à son père Hassan II. Alors que son pays a accueilli la Coupe d'Afrique des nations de football, le souverain a manqué les matchs d'ouverture et de clôture (21 décembre 2025-18 janvier 2026), laissant son fils de 22 ans, le prince héritier Moulay Hassan, le représenter à l'ouverture.

En décembre 2024, Mohammed VI avait été opéré à Rabat à l'épaule gauche après «une fracture de l'humérus » causée par une chute « au cours d'une activité sportive », selon un communiqué officiel.

Pire, en 2020, il avait subi une opération au cœur à Rabat, après une première intervention en janvier 2018 à Paris.

Redouane Benali



POLITIQUE » Centrafrique

Touadéra s'offre un 3^e mandat sous l'ombre de Moscou

Le président centrafricain sortant Faustin-Archange Touadéra a obtenu la majorité absolue lors de l'élection présidentielle organisée le 28 décembre 2025 et remporté un troisième mandat, selon les résultats annoncés par la commission électorale.

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a été réélu avec 76,15 % des voix, a annoncé dans la nuit de lundi 5 à mardi 6 janvier 2026 l'Autorité nationale des élections.

52,43 % des électeurs se sont rendus aux urnes le 28 décembre 2025 pour un quadruple scrutin (présidentiel, législatif, régional et municipal) dont les résultats définitifs seront proclamés par le Conseil constitutionnel à la mi-janvier, après l'examen d'éventuels recours.

Faustin-Archange Touadéra a devancé les anciens Premiers ministres Anicet-Georges Dologué (14,66 %) et Henri-Marie Dondra (3,19 %), selon la déclaration du président de la commission électorale, Mathias Morouba.

Avant même que les résultats ne soient communiqués, Anicet-Georges Dologué et Henri-Marie Dondra avaient exprimé des doutes sur la crédibilité du scrutin, dénonçant une fraude électorale. Le gouvernement de Faustin-Archange Touadéra a nié ces accusations.

Il appartient à la Cour constitutionnelle d'étudier de potentiels recours, de se prononcer sur la légalité du scrutin et de communiquer les résultats définitifs d'ici le 20 janvier.

Élu en 2016 puis réélu en 2020 lors d'un scrutin entaché de soupçons de fraude, le président réélu est critiqué pour avoir fait adopter en 2023 une nouvelle



Après 2016 et 2020, Faustin-Archange Touadéra entame un troisième mandat à la tête de la Centrafrique. (Ph: DR)

constitution lui permettant de se maintenir au pouvoir.

L'opposition en général, dont une partie a boycotté les élections, a dénoncé une « masquerade » et reproché aux institutions, dont l'Autorité nationale

des élections et la Cour Constitutionnelle, d'être aux mains du pouvoir en place.

La victoire de Faustin-Archange Touadéra, au pouvoir depuis 2016, vient conforter les intérêts de la Russie, qui a conclu de

nombreux accords de coopération avec Bangui, assurant la sécurité du pays en échange d'un accès à ses ressources naturelles comme l'or ou le diamant.

AD

La lettre de Choguel Maïga au président algérien

Limogé en novembre 2024 par les militaires au pouvoir au Mali, inculpé et écroué en août 2025 pour « atteinte aux biens publics, faux et usage de faux », l'ancien Premier ministre malien Choguel Maïga a adressé une lettre au président algérien. Les raisons.



Choguel Maïga demande au chef de l'État algérien de tourner la page : « de la solide amitié qui lie » les deux peuples. (Ph: DR)

Même reclus en prison, Choguel Maïga continue de faire de la politique. Dans un courrier adressé au président algérien, Abdelmadjid Tebboune, il appelle à la réconciliation entre le Mali et l'Algérie, deux pays en froid. Bamako accuse Alger de soutenir les terroristes qui attaquent le Mali. Pour sa part, Alger rétorque que les militaires ma-

liens enfoncent leur pays dans la crise. Choguel Maïga demande au chef de l'État algérien de tourner la page : « de la solide amitié qui lie » les deux peuples. Il donne du « Bien estimé aîné » au chef de l'État algérien et espère rapidement un dégel de la crise qui plombe les relations algéro-maliennes.

Il estime peut-être que face à la crise que traverse son pays, l'Algérie, pays au leadership ré-

gional désormais contesté à un rôle à jouer.

En s'adressant de sa prison de Koulikoro (50 km de Bamako) aux autorités algériennes, l'ex-Premier ministre malien fait passer aussi probablement indirectement aux militaires qui dirigent le Mali. Pour faire la paix, il faut au moins deux parties.

En prison, Choguel Maïga garde le moral. Il aurait confié à un visiteur être pressé d'être jugé

pour dire sa part de vérité. Il a quatre principales activités : prière, sport (pour maintenir la forme), lecture et écriture. Il a d'ailleurs deux livres en chantier. Dans la même prison, se trouve un autre ancien Premier ministre malien Moussa Mara. Selon des témoins dans cette maison d'arrêt, cependant, les deux personnalités ne sont pas de « très grands copains ».

Yves Alain LOPIKO



POLITIQUE » Guinée-Bissau

Dinisia Reis Embalo bloquée au Portugal

L'épouse du Président renversé de Guinée-Bissau Umara Sissoco Embalo, Dinisia Reis, a été mise en examen au Portugal dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de contrebande et de blanchiment de capitaux.



Dinisia Reis Embalo est placée sous contrôle judiciaire au Portugal. (Ph: DR)

Les malheurs de Dinisia Reis Embalo ont commencé mi-décembre 2025. En effet, elle a atterri à Lisbonne le 14 décembre 2025 à bord du même vol, en provenance de Bissau, qu'un autre passager arrêté par les autorités portugaises à son arrivée. Ce dernier, qui transportait près de 5 millions d'euros en espèces, est soupçonné de « contrebande et blanchiment de capitaux ». Cela, à la suite d'une dénonciation anonyme.

La mise en examen de Dinisia Reis Embalo « est liée à cette affaire », a précisé un porte-parole de la police, sans autre détail. La police avait expliqué que le vol en provenance de Guinée-Bissau, initialement déclaré comme étant de nature militaire, devait, après une escale à Lisbonne, poursuivre sa route vers la ville de Beja, dans le sud du pays. Il a toutefois été établi par la suite que la destination finale ne correspondait pas aux informations communiquées aux autorités aé-

ronautiques du Portugal. D'après les médias locaux, l'homme interpellé, qui a depuis été remis en liberté après avoir été présenté à un juge, est Tito Fernandes, un proche d'Umara Sissoco Embalo. Dinisia Reis Embalo a été placée sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le territoire portugais. Son audition a été conduite dans le plus grand calme, selon les médias locaux.

De son côté, le gouvernement Bissau-guinéen n'a toujours pas

réagi officiellement à cette affaire qui fait déjà grand bruit dans la sous-région. Cette affaire survient dans un contexte de forte instabilité politique en Guinée-Bissau où le Président Embalo a été renversé par un coup d'État atypique le 26 novembre dernier. Pour de nombreux observateurs, cette procédure judiciaire pourrait ouvrir la voie à de nouvelles révélations sur les pratiques financières au sommet de l'ancien régime Embalo.

Landry ANUARITE



YAKO

obsèque diaspora

Cofina Services En partenariat avec **YAKO AFRICA** ASSURANCES VIE

Yako Obsèques Diaspora est la solution d'assurance obsèques à l'attention des ressortissants ivoiriens vivant en France.

Ce produit garantit le rapatriement du corps de l'assuré en Côte d'Ivoire, la conservation dans une morgue en et une assistance financière pour l'organisation des funérailles.

Yako Obsèques Diaspora prend en charge :

- le rapatriement du défunt en CI
- les démarches administratives nécessaires pour le rapatriement du corps en CI
- la fourniture d'un cercueil adapté au transport
- la conservation de la dépouille dans une morgue en CI
- une assistance financière pour soutenir la famille

Comment souscrire ?

Souscrire est simple et rapide : Il suffit de vous rendre dans les locaux de Cofina Services France ou en ligne sur le site officiel : www.cofinaservicesfrance.com



ECONOMIE » Guinée

Simandou, le rêve guinéen

Depuis le 11 novembre 2026, dans un port proche de Conakry a été inauguré le plus important projet minier sur la planète. Mieux, la Guinée est parvenue à faire travailler ensemble Occidentaux et Chinois pour en relever les défis logistiques et financiers. Gros plan.



La mine de Simandou produira au total 120 millions de tonnes de minerai de fer, un peu moins de 10 % du marché international. (Ph: DR)

Le vieux rêve minier guinéen se concrétise. En effet, une mine à ciel ouvert est en train de voir le jour à 1600 mètres d'altitude, dans les montagnes de Simandou et renferme le plus grand gisement de fer inexploité de la planète.

Après trente ans d'attente donc, la Guinée a officiellement lancé l'exploitation de la montagne Simandou. Ce projet, d'un coût de 23 milliards de dollars pourrait bouleverser le marché mondial du fer.

Cette mine inaugurée mi-novembre a le potentiel de changer la donne pour l'économie d'un des pays les plus pauvres de la planète mais aussi de créer des remous sur le marché du

fer, jusqu'à présent dominé par l'Australie et le Brésil.

« Simandou doit être pour nous ce que le pétrole a été pour les pays du Golfe », a déclaré Djiba Diakité, directeur de cabinet de la présidence guinéenne, lors d'une cérémonie marquant le début des exportations de minerai.

À l'origine ultra-majoritaire, le géant anglo-saxon Rio Tinto a dû partager un gâteau divisé en trois entités distinctes : les blocs d'exploitation nord et sud de la mine, ainsi que la Compagnie du TransGuinéen (CTG), chargé des rails et du port. Si l'Etat de Guinée participe à hauteur d'environ 15 % pour chaque composante, la Chine est plus active encore. Pour exemple, l'industriel Chi-

nalco et le consortium sino-singapourien WCS détiennent à eux deux 62,5 % de la Compagnie du TransGuinéen. Pour les blocs

nord de Simandou, WCS contrôle 85 % lorsque Rio Tinto ne fait même pas partie de l'équation. Quant aux blocs sud, Chinalco et Rio Tinto se disputent chacun environ 40 % de l'exploitation. Pour faire la différence à l'international, Simandou mise sur la haute teneur en fer de la mine : environ 65 %. En théorie, cette forte concentration doit permettre un traitement moins énergivore ; donc plus en phase avec la demande croissante de minerai dit «bas carbone». En attendant, les environs du port industriel de Morébaya grouillent d'ouvriers chinois, guinéens et

même sierra-léonais. Sur place tout s'organise autour du rail et des centaines de wagon censés donner un nouveau souffle au pays.

Côté politique, ce « mégaprojet » est d'ores et déjà devenu une marque. Le pouvoir de Mamadi Doumbouya se projette bien au-delà des élections avec son ambitieux programme socio-économique «Simandou 2040». Malgré une croissance du PIB attendue à 6,5 % fin 2025, les défis restent immenses pour ce pays qui, selon la Banque mondiale (2025), connaît un taux de pauvreté persistant de 52 %.

Kalifa MARIKO

Eric M'Boua : la voix de l'émergence africaine

À Marrakech au Maroc où il réside désormais, Éric M'Boua n'est pas seulement un visage familier de la scène événementielle, mais il est le chef d'orchestre des grands sommets africains où se dessine l'avenir du continent. De la rigueur de Sciences Po Toulouse aux scènes prestigieuses de capitales africaines, ce communicant d'exception s'est imposé comme le trait d'union indispensable entre les décideurs de l'Afrique. À la lumière des projecteurs, son parcours est une leçon de polyvalence et d'excellence, selon de nombreux témoins qui ont croisé son chemin. Portrait d'un stratège de la parole qui murmure sans cesse à l'oreille des dirigeants et hauts dignitaires du berceau de l'humanité.

Né à Ottawa au Canada sous le signe de la mobilité, mais profondément attaché à ses racines ivoiriennes, Éric incarne cette élite panafricaine décomplexée et polyglotte. Il possède la rare faculté de traduire la complexité technique et l'art oratoire en une narration captivante. Son parcours ne doit rien au hasard. Si le grand public le connaît pour sa présence en radio, à la télévision ou comme modérateur des grands événements, c'est sur les bancs de Sciences Po de la Ville Rose en France que tout commence. De cette formation exigeante, il a gardé une grille de lecture politique et économique qui lui permet aujourd'hui de traiter d'égal à égal avec les technocrates et les chefs d'État qu'il côtoie.

Tantôt maître de cérémonie, présentateur radio et télé, tantôt modérateur de haut vol d'événements importants, Éric est plus qu'un homme de média; il est un traducteur de visions. Entre le Canada qui l'a vu naître et l'Afrique qu'il sert avec passion, il construit, événement après événement, une passerelle de compréhension mutuelle. Alors que les sommets internationaux se multiplient sur le continent, sa capacité à unir les codes diplomatiques et le dynamisme médiatique fait de lui un acteur incontournable de la scène africaine contemporaine.

Ce n'est pas un simple animateur qui monte sur scène, mais un analyste qui maîtrise les dossiers qu'on lui confie. À partir de Marrakech, véritable hub entre l'Afrique et l'Europe, il parcourt les capitales du continent à un rythme effréné. Entre enjeux monétaires et révolutions technologiques, il sait relayer les questions qui comptent pour la souveraineté numérique du continent africain cher à son cœur.

Partout, il fait parler son aisance bilingue parfaite et sa capacité rare à conduire les débats les plus complexes. On l'a vu à l'œuvre au cours d'un sommet stratégique sur l'intelligence artificielle (I.A.), à Dakar où il avait démontré que la modération est un art de la précision, aux côtés du gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Son expertise « tous azimuts » n'est plus à démontrer; elle est le témoin privilégié des grandes décisions continentales.

Sa présence aux sommets de l'économie et du digital est désormais une signature de qualité : sur scène, que ce soit lors de Trans-



(Ph: DR)

form Africa à Conakry aux côtés des chefs d'État guinéen Mamadi Doumbouya et rwandais Paul Kagamé, il a porté la voix d'une Afrique connectée, naviguant avec subtilité entre les protocoles présidentiels et l'urgence des défis technologiques ; à Africa Digital Summit au Maroc, Éric incarne aussi l'énergie de l'innovation en connectant les investisseurs, les start-up et les décideurs politiques. Pourtant diplômé en science politique, rien ne le prédestinait aux médias: « Je ne me projetais pas dans ce métier. À l'origine, je m'intéressais aux idées, aux sociétés et à la manière dont les choses se racontent. »

Bref, qu'Éric M'Boua parle d'économie, de digital ou de questions de société sur les plateaux de télévision notamment TV5 Monde, il impose toujours son style avec une rigueur

intellectuelle héritée de ses études en France, mûtinée d'une chaleur humaine typiquement ivoirienne. Là où d'autres se perdraient dans un jargon technique ubuesque, lui tisse des liens et relance le débat, en maintenant une tension intellectuelle qui captive le public.

On peut affirmer qu'il n'anime pas une table ronde, il l'orchestre. « La parole, dit-il, est un levier de pouvoir, encore faut-il savoir l'actionner avec justesse. » Éric est le présentateur clé de l'émission « Les Nouveaux Boss » diffusée sur TV5 Monde, dont la grande finale a lieu vendredi 23 janvier 2026 à 21h, à Abidjan. Ce programme met en lumière les talents entrepreneuriaux africains, produit par WeMake Prod et réalisé par Gilles Giorgi. C'est un rendez-vous télévisuel emblématique qui incarne une Afrique audacieuse et tournée vers l'avenir.

Ce n'est pas qu'un présentateur comme on peut prétendre, il est un analyste qui utilise le micro comme un outil de développement. Parlant couramment le français et l'anglais, sa capacité à passer d'un sujet financier pointu à une émission de divertissement grand public, témoigne de l'agilité de son esprit sain dans un corps sain. Ce qui est touchant chez Éric c'est sa quête permanente de sens. Derrière son costume impeccable et sa voix assurée, on devine l'ancien étudiant toulousain et l'enfant ivoirien fier de son origine quoiqu'il soit né à Ottawa.

En résumé, c'est un homme nourri de théories politiques qui regarde l'Afrique avec une ambition dévorante. Cette philosophie semble guider chacun de ses pas. « Mon rôle n'est pas d'occuper l'espace, dit-il, mais d'apporter une résonance, de donner du sens, pas pour capter la lumière. » Autrement dit, Éric incarne une Afrique entreprenante, audacieuse et résolument tournée vers l'émergence. Aujourd'hui, il est l'une des « éminences grises » de la communication politique panafricaine.

Mais la partie la plus fascinante de son activité se déroule souvent loin des projecteurs. Il dispense des séances de coaching en techniques de prise de parole en public aux dirigeants. En un mot, il enseigne l'art de la posture, la gestion du silence et l'impact du mot juste. Comme quoi dans ce monde de communication instantanée, Éric M'Boua redonne au discours sa profondeur et sa solennité. Chapeau à l'artiste !

Faustin Dali

SOCIETE » Portrait

De la mécanique des fluides au droit du travail : le parcours exemplaire de Félicien Okoyo

Nanterre – Ce jeudi 8 janvier 2026, à 14h30, l'audience solennelle de prestation de serment au Conseil de prud'hommes de Nanterre, a pris une dimension particulière pour Félicien Okoyo. Arrivé du Congo en 1992, il est devenu officiellement juge de la paix sociale aux côtés de ses pairs. Cela représente l'aboutissement d'un engagement syndical de près de vingt ans pour cet ingénieur de formation.

Dans la salle d'audience bondée du Conseil de prud'hommes de Nanterre, parmi les nouveaux conseillers venus prêter serment, sa voix est claire et son regard assuré. En levant la main droite pour prononcer le traditionnel « Je le jure », Félicien Okoyo n'a pas seulement validé une nomination ; il a illustré un parcours d'intégration et de conviction qui force respect. Chapeau l'impérant !

La rigueur scientifique au service de l'humain

L'histoire française de Félicien Okoyo débute en 1992. Arrivé du Congo avec un bac en poche, il décide de poursuivre des études supérieures exigeantes qui le mènent à l'obtention d'un DEA en mécanique des fluides. Cependant il ne va pas travailler pas dans les laboratoires, mais dans les relations sociales en entreprise. Il est recruté par le groupe Téléperformance, un géant de la relation client où il observe de près les injustices vécues par les salariés du monde du travail. Face aux injustices qu'il y constate, en 2008, il décide de militer à la CFTC, une organisation syndicale dont il partage les valeurs de dialogue social, de justice et de dignité humaine.

L'année 2008 : le déclic de son engagement

Rien ne prédestinait Félicien Okoyo, titulaire d'un DEA en mécanique des fluides à devenir une figure du syndicalisme français, notamment francilien. Pourtant, la rigueur de son parcours scientifique se retrouve aujourd'hui dans sa maîtrise des dossiers juridiques. En tant que salarié à Téléperformance, il a compris que les rouages du monde du travail nécessitaient, eux aussi, une connaissance et une vigilance constante. Ayant une aversion pour les inégalités et les injustices qui fragilisent les sa-



Félicien Okoyo prêtant serment, avec une voix claire et un regard assuré. (Ph: DR)

lariés, il décide de rejoindre la CFTC. En près de deux décennies de militantisme, il gravit les paliers par la pratique du terrain.

été la défense du travailleur comme personne humaine avant tout », dit-il.

La CFTC : le laboratoire d'une vie de combat

C'est donc sous la bannière de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) qu'il choisit de porter la voix des salariés. L'ascension de Félicien Okoyo au sein de la fédération Commerce, Services et Force de Vente (CSFV) témoigne d'un engagement rare : cumulativement, comme délégué syndical central, à négocier les accords de proximité durant deux décennies, treize ans à la présidence du syndicat des salariés du secteur des services et quatre ans à la vice-présidence de la fédération CSFV.

« Le sens de mon militantisme a toujours

Une nouvelle mission : rendre la justice

La légitimité acquise sur le terrain de la lutte sociale a convaincu les salariés de lui confier une nouvelle responsabilité ; celle de les représenter au Conseil de prud'hommes de Nanterre, l'une des juridictions sociales les plus importantes de France en raison de sa proximité avec le quartier d'affaires de la Défense. Désormais, Félicien Okoyo ne plaide plus : il juge. Son expérience de la mécanique des fluides lui a sans doute appris que chaque pression nécessite un équilibre ; une sagesse qu'il applique désormais à la mécanique, souvent sensible, des relations humaines au travail.

Faustin Dali

Paul Kagamé en guerre contre les églises évangéliques

Plusieurs milliers d'églises évangéliques ont fermé leurs portes ces dernières années au Rwanda. Les autorités ont mis en place une réglementation contraignante que les pasteurs ont du mal à respecter. Selon certains analystes, il s'agirait aussi de garder le contrôle sur un potentiel outil de propagande.



Paul Kagamé : « Les églises évangéliques sont des tanières de bandits » qui « ne font que voler ». (Ph: DR)

Un adage populaire affirme que « l'Homme prudent voit le mal venir de loin... ». Paul Kagamé, qui voit très mal la multiplication d'églises évangéliques dans son pays, a décidé de dire stop. Selon la presse rwandaise, plus de 10 000 lieux de culte ont fermé leurs portes ces dernières années.

L'objectif ? Assainir le secteur. Mais des analystes, comme l'avocat Louis Gitinywa, y voient aussi un geste politique, une manière de garder le contrôle sur ces lieux de culte. Selon lui,

le potentiel de mobilisation de ces paroisses représenterait une menace pour le pouvoir. Depuis 2018, une batterie de règles est appliquée aux églises en matière de sécurité, de transparence financière et de qualification des pasteurs. Il leur est notamment demandé d'être diplômés en théologie et de récolter la signature de mille fidèles, ce qui n'est pas toujours possible.

Il a par ailleurs été reproché à certains d'entre eux de ne pas respecter des normes incendie. Aujourd'hui, beaucoup de fidèles doivent désormais effectuer de

longs trajets pour trouver un lieu de prière.

En novembre dernier, le président rwandais affirmait que nombre d'entre les églises évangéliques sont des « tanières de bandits » qui « ne font que voler ». Avant d'ajouter : « Si cela ne tenait qu'à moi, je ne rouvrirais même pas une seule église ».

Paul Kagamé voit aussi en l'Église un vestige colonial. « Vous avez été trompés par les colonisateurs et vous continuez à vous laisser tromper ».

Enseignant en science politique à l'Université nationale du Rwan-

da, Ismaël Buchanan affirme reconnaître que « la religion et la foi ont joué un rôle clé dans la guérison des Rwandais des blessures émotionnelles et psychologiques après le génocide. Mais il n'a pas de sens d'avoir une église tous les deux kilomètres à la place d'hôpitaux et d'écoles », constate-t-il. « Le Rwanda n'est pas un État religieux comme le Vatican ou l'Arabie saoudite ».

Environ 93 % des Rwandais se déclarent chrétiens, selon le recensement de 2024.

Marie-Inès Bibang



Finale Maroc - Sénégal (0-1)

Les Lions de la Teranga, nouveaux rois du football africain

Le Sénégal a décroché sa deuxième Coupe d'Afrique des nations, dimanche 18 janvier, à Rabat, en dominant le Maroc au terme d'une finale irrespirable (1-0 a.p.). Une victoire arrachée dans la douleur, au bout d'un scénario presque irréel, qui laissera des traces bien au-delà du coup de sifflet final. Dans le stade Prince Moulay-Abdellah de Rabat, Dieu était avec les Lions de la Teranga.



Envers et contre tout le Maroc, le Sénégal a arraché sa 2^e étoile à la Can. (Ph : DR)

Longtemps indécise, souvent tendue, parfois chaotique, cette finale a basculé dans la démesure dans le dernier quart d'heure du temps réglementaire. Les Lions de la Teranga ont pourtant fini par triompher, grâce à un éclair de Pape Gueye en prolongation (94e), au terme

d'un match où les deux équipes auraient pu prétendre au sacre. Après leur première étoile glanée en 2021 face à l'Egypte aux tirs au but, les Sénégalais en ajoutent une seconde, différente, plus âpre, forgée dans la controverse et la résistance. Le Maroc, pays hôte, sort, lui, avec le sentiment cruel d'un titre qui

lui a échappé de peu. Dès les premières minutes, la rencontre donne le ton. Sur le premier corner du match, Youssouf Bounou se met en évidence en repoussant une reprise de Pape Gueye (6e). Le Sénégal accepte de laisser le ballon à ses adversaires, défend très bas et mise sur des transitions rapides.

Le Maroc, lui, tente de presser haut, parfois au risque de s'exposer. Les occasions s'équilibrent. Elman Ndiaye, lancé par Nicolas Jackson après une longue séquence de passes, bute sur un Bounou impérial (38e). Dans les arrêts de jeu, Lamine Camara voit sa frappe contre-attaque avant qu'une contre-attaque

marocaine ne frôle l'ouverture du score (45e+4). À la pause, le score est nul, mais l'intensité est déjà exceptionnelle. Portés par un stade acquis à leur cause, les Lions de l'Atlas accélèrent au retour des vestiaires. Les vagues marocaines se succèdent sur le but d'Édouard Mendy, sans réussite. À l'heure de jeu, El Khanouss dépose un centre parfait pour El Kaabi, dont la reprise passe tout près du poteau (58e). Le Sénégal plie, mais ne rompt pas. Sarr, Niakhaté et toute la ligne défensive multiplient les interventions de secours. Un long arrêt de jeu, après un choc laissant Neil El Aynaoui le visage ensanglanté, casse le rythme (69e). Pape Thiaw en profite pour injecter du sang neuf, avec les entrées d'Ismaïla Sarr, Ibrahim Mbaye et Abdoulaye Seck. Le match s'embrase

encore un peu plus dans le dernier quart d'heure. Bounou sauve une nouvelle fois le Maroc face à Mbaye (89e). Puis, dans huit minutes d'un temps additionnel interminable, le stade croit exploser. Sur un corner sénégalais, le ballon termine au fond des filets, avant que l'arbitre n'annule le but pour une faute préalable sur Achraf Hakimi (90e+2). La décision provoque une colère immédiate et généralisée.

Dans la foulée, sur un autre corner, Brahim Diaz s'écroule dans la surface. L'arbitre hésite, consulte la Var sous la pression du public, puis désigne le point de penalty. Le chaos s'installe. Les bancs s'échauffent, des supporters tentent d'envahir la pelouse, et Pape Thiaw demande à ses joueurs de quitter le terrain, par protestation ou par souci de

sécurité.

Après de longues minutes de confusion, Sadio Mané, seul à être resté sur la pelouse, convainc ses partenaires de revenir. Édouard Mendy, lui, s'impose déjà dans le duel psychologique. Brahim Diaz s'élance finalement... et manque totalement sa tentative. Panenka ratée ou frappe dévissée, le ballon termine dans les gants du gardien sénégalais, immobile (90e+14).

La prolongation démarre dans une atmosphère électrique. Et très vite, le Sénégal frappe. À la 94e minute, Pape Gueye devance Hakimi et envoie une frappe surpuissante dans la lucarne de Bounou. Rabat se fige. Les Lions de la Teranga exultent. Réduits à dix après la blessure d'Igama, les Marocains jettent leurs dernières forces dans la

bataille. En-Nesyri trouve le poteau (105e). Mendy multiplie les arrêts, le Sénégal joue avec son expérience, ralentit le jeu, résiste. Cherif Ndiaye manque même le but du break après avoir éliminé Bounou (109e).

Le siège final ne suffira pas. Cette fois, les Lions de la Teranga tiennent bon. Walid Regragui avait promis que Rabat ne deviendrait pas un nouveau traumatisme pour le Maroc. Ce fut pourtant pire encore. Le Sénégal survit, souffre, mais triomphe. Sous la pluie, mêlée aux larmes du pays hôte, les Lions de la Teranga célèbrent un sacre conquis avec les dents. Les Lions de l'Atlas n'ont pas démerité certes, mais envers et contre tout le Maroc, le Sénégal a arraché sa 2e étoile.

JC PAGNI

(Envoyé spécial à Rabat)

•Les distinctions individuelles de la CAN

Suite à la victoire du Sénégal face au Maroc en finale de la Can 2025, les distinctions individuelles ont été distribuées avant la remise du trophée. Sans surprise, Sadio Mané, qui jouait sa dernière Can, a remporté le titre de meilleur joueur du tournoi. Ce n'est pas la première fois, puisqu'il avait déjà reçu ce trophée lors de la première victoire du Sénégal dans cette compétition en 2019. Le meilleur gardien du tournoi est logiquement Yassine Bounou, qui avait héroïquement qualifié les Lions de l'Atlas en finale en arrêtant deux tentatives nigériennes lors d'une séance de penalty et a encore été brillant dimanche soir en réalisant des parades décisives. Auteur d'une panenka ratée alors qu'il avait une balle de titre entre les pieds, Brahim Diaz termine meilleur buteur de cette Can, où il aura été étincelant en marquant cinq buts. Enfin, Achraf Hakimi, d'abord blessé avant d'être opérationnel à partir du troisième match de poule, a reçu le prix du fair-play.

JCP



Brahim Diaz termine meilleur buteur, Sadio Mané, qui jouait sa dernière Can est le meilleur joueur du tournoi et Yassine Bounou, le meilleur gardien de la CAN 2025. (Ph : DR)



La Can de tous les records... et de toutes les tensions

Pendant près d'un mois, du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, le Maroc a vécu au rythme de la Coupe d'Afrique des nations. Très attendue, cette 35e édition devait être à la fois une vitrine du football africain et un test grandeur nature avant la Coupe du monde 2030, que le Royaume coorganisera avec l'Espagne et le Portugal.

Au terme d'un tournoi dense et spectaculaire, le Sénégal s'est imposé en finale face au pays hôte (1-0 après prolongation), au terme d'un match aussi inédit que chaotique. Une conclusion polémique qui ne doit toutefois pas masquer l'essentiel : sur le plan organisationnel, économique et sportif, la Can 2025 restera comme l'une des plus marquantes de l'histoire.

Le Maroc n'avait pas droit à l'erreur. Et le pays a répondu présent. De Rabat à Casablanca, de Tanger à Marrakech, en passant par Agadir et Fès, les six villes hôtes ont offert un cadre moderne, fluide et sécurisé à la compétition. Neuf stades ont été mis à disposition, dont quatre à Rabat, permettant de limiter les déplacements des équipes, notamment lors de la phase de groupes. Les infrastructures sportives, hôtelières et routières ont été unanimement saluées par les délégations.

La qualité des pelouses a constitué l'un des points forts de cette édition. Malgré de fortes pluies en début de tournoi, les terrains sont restés impeccables grâce à des systèmes de drainage performants et à un entretien quotidien. Un contraste frappant avec certaines Can passées, souvent critiquées pour l'état des surfaces de jeu. Sur le plan sécuritaire, le dispositif déployé a globalement été efficace. À l'exception de tensions ponctuelles, notamment lors du quart de finale Algérie-Nigeria



Le Sénégal a trouvé la faille en prolongation et décroché sa deuxième Can. (Ph : DR)

et de la finale, aucun incident majeur n'a été signalé en dehors des stades. Les forces de sécurité, très visibles autour des enceintes et dans les centres-villes, ont été saluées par de nombreux supporters et fédérations.

Des acteurs conquis

Des joueurs, entraîneurs et dirigeants ont publiquement exprimé

leur satisfaction. Mohamed Salah, après la qualification de l'Egypte face à la Côte d'Ivoire, a parlé d'« une organisation d'un niveau jamais vu en Afrique ». Le sélectionneur nigérian Eric Chelle a évoqué une « organisation exceptionnelle », tandis que Pape Thiaw, malgré les incidents vécus par son équipe avant la finale, a reconnu que « le Maroc a relevé le niveau de la Can ».

Le président de la Fédération camerounaise, Samuel Eto'o, a également salué « la qualité exemplaire de l'organisation et l'accueil chaleureux du peuple marocain ». De son côté, le président de la Caf, Patrice Motsepe, est allé encore plus loin, qualifiant cette édition de « plus réussie de toute l'histoire de la compétition ».

La Can 2025 a battu tous les records d'affluence. Avant même les demi-finales, plus de 1,117 million de spectateurs avaient déjà garni les tribunes, un chiffre inédit en 35 éditions. En intégrant les derniers matchs, l'affluence totale devrait dépasser 1,25 million.

Les grands stades, souvent au-delà de 45 000 places, ont joué un rôle clé, tout comme les zones gratuites installées dans plusieurs villes. Si leur succès a été freiné en début de compétition par une météo capricieuse, elles ont ensuite pleinement participé à l'ambiance populaire. Sur le plan financier, la Caf parle d'un succès historique. Les revenus liés à la Can 2025 ont augmenté de plus de 90 %, avec environ 55 millions de dollars (plus de 31 milliards de Fcfa) générés par la seule billetterie. Une performance jamais atteinte auparavant pour le football africain. Revers de la médaille : la spéculation. Sur le marché noir, notamment pour la finale, des billets se sont échangés à des prix indéniables, parfois dix fois supérieurs aux tarifs officiels. Un point noir que la Caf devra corriger à l'avenir.

Affiches de prestige

Sportivement, la Can 2025 a tenu ses promesses. Contrairement à certaines éditions marquées par des éliminations précoces de favoris, les grandes nations ont répondu présent. Sénégal, Maroc, Nigeria, Égypte, Algérie ou Côte d'Ivoire ont animé un tournoi dense, relevé et indécis jusqu'au bout. Les demi-finales, avant même la finale, offraient déjà un casting digne d'une grande compétition mondiale. Sur le plan statistique, les chiffres confirment cette impression : avec 120 buts inscrits avant la finale, cette édition est la plus prolifique de l'histoire de la Can, avec une moyenne record de 2,3 buts par match. Individuellement, plusieurs stars ont

marqué le tournoi. Sadio Mané a porté le Sénégal avec constance, tandis que Mohamed Salah, Victor Osimhen, Brahim Diaz ou Ayoub El Kaabi ont brillé par leur talent et leur régularité. Certaines actions spectaculaires ont largement contribué au succès médiatique de la compétition. Dans les tribunes, la Can a une nouvelle fois démontré son caractère à part. Chants, danses, tenues traditionnelles et scènes de fraternité ont rythmé les rencontres. Le parcours du Maroc a galvanisé tout un pays, avec des scènes de liesse dans les rues à chaque victoire des Lions de l'Atlas. Certaines images ont marqué les esprits, comme ce supporter congolais surnommé « Lumumba », immobile en tribunes en hommage à Patrice Lumumba, devenu un symbole repris bien au-delà des frontières du continent.

La finale entre le Sénégal et le Maroc restera gravée dans les mémoires, autant pour son intensité que pour ses débordements. But refusé, penalty contesté, interruption prolongée, sortie temporaire des joueurs sénégalais, tensions en tribunes : le scénario a frôlé le chaos. Finalement, le Sénégal a trouvé la faille en prolongation et décroché sa deuxième Can. Une victoire historique, mais éclipsée en partie par les polémiques arbitrales et disciplinaires, qui continuent d'alimenter les débats.

Malgré cette fin sous haute tension et ses zones d'ombre, la Can 2025 restera une réussite majeure pour le Maroc et pour le football africain. Organisation, infrastructures, affluence, recettes, visibilité internationale, tous les indicateurs sont au vert pour le Maroc qui à cinq ans de la Coupe du monde 2030, envoie un message fort indiquant que le pays est prêt à accueillir les plus grands événements du football mondial.

JCP

Les Tops et les Flops

Les prestations individuelles des 24 pays présents à la CAN 2025 au Maroc ont été scrutées à la loupe. Le Marocain Brahim Diaz, le Sénégalais Sadio Mané ont confirmé leurs statuts et le jeune milieu de terrain ivoirien Inao Oulaï a crevé l'écran. Pareil pour le colosse Nigérian Calvin Bassey. En revanche, l'Algérien Riyad Mahrez, le Burkinaféré Bertrand Traoré, le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang ou encore le sélectionneur Ivoirien Emerse Faé n'ont pas répondu aux attentes. Pire, l'arbitre malien Boubou Traoré a jeté l'opprobre sur la compétition.

LES TOPS ▲



BRAHIM DIAZ (Maroc)

Meilleur réalisateur de la compétition avec 5 buts, l'attaquant du Maroc et du Real Madrid est aussi le porte-bonheur de son équipe. Il a su guider ses coéquipiers, par son altruisme, vers les sommets.



SADIO MANÉ (Sénégal)

Sadio Mané, qui a envoyé le Sénégal en finale de la CAN 2025 grâce à son but face à l'Égypte (1-0) en demie, a annoncé qu'il a disputé au Maroc sa « toute dernière CAN ». Et pour un avenir, il a crevé l'écran par sa maturité et son expérience.



CHRIS INAO OULAÏ (Côte d'Ivoire)

À seulement 19 ans, Chris Inao Oulaï vit déjà un grand moment dans sa carrière. Le milieu de terrain qui a disputé sa Coupe d'Afrique des Nations avec la Côte d'Ivoire a marqué des points. Passé par Bastia et actuellement à Trabzonspor, celui qui rêve du Paris Saint-Germain a tout l'avenir devant lui.

**CALVIN BASSEY (Nigeria)**

Un colosse est né ! D'une densité athlétique rare, mobile, à l'aise dans la lecture du jeu, le défenseur central de Fulham n'a rien eu à se reprocher dans une CAN où il aura muselé de jolis noms, de Riyad Mahrez à Ayoub El-Kaabi.

**ERIC CHELLE (Nigeria)**

En remportant la médaille de bronze de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 avec le Nigeria, le sélectionneur des Super Eagles a mis fin à une période de forte pression, marquée par le doute et l'exigence impitoyable du très haut niveau africain. Face à l'Egypte, le 17 janvier 2026 à Casablanca, son équipe a arraché la victoire aux tirs au but (4-2), après un match fermé conclu sans but au terme du temps réglementaire.

LES FLOPS ▼

**RIYAD MAHREZ (Algérie)**

Le football peut être cruel et sans mémoire. Peu avant le début de la plus prestigieuse compétition du continent, l'ailier droit de 34 ans n'était plus une évidence pour son équipe. Riyad Marzez et les Fennecs d'Algérie sont malheureusement tombés de haut en subissant la loi du Nigeria en quarts de finale du tournoi continental (0-2).

**EMERSE FAÉ (Côte d'Ivoire)**

La déception est réelle chez les supporters Ivoiriens. L'objectif était clair et la sortie prématurée des ex-champions d'Afrique en quarts de finale face à l'Egypte (3-2) a laissé un goût d'inachevé. Et même s'il a été confirmé dans ses fonctions, Emerse Faé (41 ans) marche désormais sur de œufs.

**BERTRAND TRAORÉ (Burkina Faso)**

Les Étalons du Burkina et leur capitaine Bertrand Traoré (30 ans) avaient eu comme consigne d'aller au moins jusqu'en demi-finale au vu de leurs dernières performances. Au Maroc, toutefois, la tâche a semblé trop difficile pour qu'ils atteignent cette marche. Dommage.

**BOUBOU TRAORÉ (Mali)**

L'arbitre international malien Boubou Traoré (38 ans) a volé la vedette aux acteurs sur le terrain lors des huitièmes de finale de la compétition entre le Maroc et la Tanzanie. Il a réussi cette « performance » suite à un scandale lié à sa prestation arbitrale. Beaucoup d'observateurs n'ont pas hésité de le nommer « l'homme du match » par excellence en relation avec sa piètre performance. Incompétence et carrément de la malhonnêteté...

**PIERRE-EMERICK AUBAMEYANG (Gabon)**

Au terme d'une prestation déshonorante au Maroc, avec trois défaites en autant de matches, Pierre-Emerick Aubameyang et les Panthères du Gabon viennent de voir leur sanction levée par leurs autorités. Malgré tout, la pilule a encore du mal à passer. «Je pense que les problèmes de l'équipe sont bien plus profonds que la petite personne que je suis», a réagi sur X Pierre-Emerick Aubameyang.

| Guy-Florentin Yameogo

Décoration CAN 2025

Le « supporter statue » congolais, star de la compétition

La 35^e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football au Maroc, s'est achevée le 18 janvier 2026. Mais le spectacle ne se trouvait pas seulement sur les pelouses. L'un de ses supporters congolais a contribué à faire parler de son pays. Pendant toute la durée des matchs, il restait immobile sur un piédestal, bras vers le ciel. Qui est ce « supporter statue » ?

Durant toute la CAN 2025, un supporter a braqué les projecteurs sur la République démocratique du Congo. Dans les tribunes, il était impossible de ne pas le remarquer : il était en effet placé sur un piédestal, invariably vêtu d'un costume jaune, d'une chemise bleue et d'un pantalon rouge... Outre son accoutrement, son comportement avait de quoi surprendre : il ne bougeait pas pendant l'intégralité des rencontres de son équipe, bras tendu vers le ciel. Pendant près de quatre-vingt-dix minutes, il demeurait parfaitement immobile, en contraste avec les supporters derrière lui, qui préféraient danser. Cette « statue » cachait en réalité un « artiste », comme il s'est qualifié lui-même. « Cette attitude dans les stades, je l'ai depuis 2013 », a-t-il souligné.

À l'état civil, il se nomme Michel Kuka a été repéré par les réseaux sociaux qui l'ont élevé au rang de star.

mais a adopté le surnom de Lumumba, un clin d'œil à l'homme politique auquel il rend hommage dans sa performance immobile. En effet, Michel Kuka adopte la même posture que la statue érigée à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, en hommage à Patrice Lumumba, héros de l'indépendance du pays et son Premier ministre, dans les années 1960.

Malheureusement, la statue vivante a vacillé dans la nuit noire du 6 janvier 2026. En effet, Les Léopards du Congo et Michel Kuka Mboladinga dit Lumumba ont été éliminés de la Coupe d'Afrique des nations par l'Algérie (0-1, après prolongation). L'homme à la tenue colorée et à la main levée s'est affaissé suite au but inscrit par Adli Boulbina au bout de la prolongation, avant de se relever.

Au final, la figure omniprésente des tribunes aura passé 438 minutes debout dans cette posture symbolique. Une performance autant physique que mentale, qui a largement dépassé le cadre sportif et fait de lui l'un des



PLUS QU'UN SUPPORTER, UN SYMBOLE

Se revendiquant comme le petit-fils de Lumumba, Michel ne se considère pas comme un simple fan. Il incarne un symbole vivant où se mêlent héritage historique et passion pour le football, dans un geste qui évoque dignité et résistance.

Membre du groupe d'animation officiel des Léopards, le « supporter immobile » fascine bien au-delà des stades.

À la CAN 2025, il rappelle que le football peut aussi être un puissant vecteur d'identité et de transmission.

Michel Kuka a été repéré par les réseaux sociaux qui l'ont élevé au rang de star. (Ph: DR)

symboles forts de cette CAN.

Pour le récompenser, Michel Kuka Mboladinga dit Lumumba a été reçu et chaleureusement félicité par le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsépé. Mieux, le Maroc hôte, lui aurait proposé de

rester dans le royaume chérifien jusqu'à la fin de la compétition mais le Congolais a préféré rentrer à Kinshasa.

RD



Au tour du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie !

La CAF a confirmé le 17 janvier 2026, le trio d'hôtes de la CAN en 2027. Alors que le tournoi sera organisé tous les quatre ans à partir de 2028, deux éditions s'enchaîneront.



Le président de la Caf, Patrice Motsepe, a justifié cette réforme par la nécessité de mieux protéger les joueurs africains évoluant à l'étranger, notamment en Europe (Ph : DR)

Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Patrice Motsepe a réaffirmé le 17 janvier 2026 que l'organisation de la CAN 2027 reviendrait comme prévu au Kenya, à la Tanzanie et à l'Ouganda même si le Maroc avait placé le tournoi à un niveau inédit.

« J'ai le devoir de développer le football dans toute l'Afrique. Je ne peux pas limiter le foot-

ball aux pays qui disposent des meilleures infrastructures mais je suis convaincu que la CAN au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie sera un énorme succès. Nous n'allons pas retirer la compétition à ces pays, a affirmé le président sud-africain de l'instance dans une conférence de presse de clôture de l'édition 2025, à Rabat.

Le Maroc, qui se prépare à coorganiser la Coupe du monde

2030 avec l'Espagne et le Portugal, pourrait également se porter candidat à l'organisation de la CAN 2028, jouée un an après celle de 2027, pour s'aligner sur les autres compétitions de la FIFA être disputée tous les quatre ans au lieu de deux actuellement.

Patrice Motsepe, qui avait annoncé cette réforme controversée à la veille de la CAN au Maroc, a insisté samedi sur le fait

qu'elle ne résultait pas de pressions exercées par les grands clubs européens ou par la FIFA. Il est bon de savoir que le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) est officiellement supprimé et remplacé par la Ligue des Nations africaines, car jugé un « spectaculaire gouffre financier » qui ne sert plus le football africain.

RD

Football : La Coupe d'Afrique des nations tous les 4 ans « SPORT »

Une réforme qui fragilise le football africain

La Confédération africaine de football (Caf) a officialisé, samedi 20 décembre 2025, à Rabat, un tournant historique pour la Coupe d'Afrique des nations (Can). À compter de 2028, la compétition ne se disputera plus tous les deux ans, mais tous les quatre ans, s'alignant ainsi sur la périodicité de la Coupe du monde ou de l'Euro.

Une décision lourde de conséquences pour le football africain. Depuis sa première édition en 1957 au Soudan, la Can constituait un rendez-vous régulier, vital pour la visibilité des sélections, le développement des joueurs et l'équilibre économique des fédérations. Cette cadence biennale, parfois critiquée en Europe, était aussi l'un des rares leviers permettant aux nations africaines de se mesurer fréquemment au plus haut niveau.

En conférence de presse, le président de la Caf, Patrice Motsepe, a justifié cette réforme par la nécessité de mieux protéger les joueurs africains évoluant à l'étranger, notamment en Europe. « Nous avons un devoir envers les joueurs africains qui évoluent dans certains des meilleurs clubs du monde », a-t-il déclaré, évoquant une meilleure harmonie avec le calendrier international.

Mais cette argumentation peine à convaincre sur le continent. En réduisant le nombre de Can, les sélections africaines perdront des opportunités précieuses de compétition, de progression et d'exposition. Pour de nombreux pays, la Can reste le principal événement sportif, bien plus accessible que la Coupe du monde. Passer de deux à quatre ans entre chaque édition, c'est aussi priver toute une génération de joueurs d'une ou deux participations à ce tournoi majeur, parfois unique vitrine de leur carrière. Les professionnels africains évoluant dans les clubs européens pourraient également être les



Patrice Motsepe : « ... La CAN au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie sera un énorme succès ». (Ph : DR)

grands perdants de cette réforme. Certes, ils seront moins souvent appelés en pleine saison hivernale, mais la Can demeure un moment clé de reconnaissance internationale. Moins de Can, c'est moins de visibilité, moins de matchs à enjeu continental, et potentiellement moins d'opportunités de valorisation sportive et financière, notamment pour les joueurs issus de sélections moins médiatisées.

Autre annonce faite par Patrice Motsepe : la Can prévue initialement en 2029 sera avancée

à 2028. Le tournoi de 2027, organisé conjointement par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, est maintenu. À partir de 2028, la nouvelle périodicité entrera définitivement en vigueur, avec des éditions programmées en 2032, 2036 et au-delà.

Pour compenser cette raréfaction de la Can, la Caf prévoit le lancement, dès 2028, d'une Ligue des nations africaine, sur le modèle européen. Une compétition censée offrir davantage de matchs internationaux et une meilleure synchronisation avec le calendrier de la Fifa. Reste

à savoir si ce nouveau tournoi saura combler le vide laissé par la Can biennale, tant sur le plan sportif que symbolique. Car au-delà des enjeux de calendrier et de gouvernance, la Can est avant tout une fête populaire, un moment d'unité et de ferveur continentale.

En la rendant plus rare, la Caf prend le risque d'affaiblir un pilier du football africain, au bénéfice d'un alignement avec des standards pensés avant tout pour le football européen.

JC PAGNI

SPORT » Mondial 2026 : Restrictions américaines



Les supporters ivoiriens et sénégalais pénalisés

À un peu plus de cinq mois du coup d'envoi de la Coupe du monde 2026, une décision de l'administration américaine fragilise l'un des principes fondateurs du football mondial : l'égalité d'accès à la plus grande compétition sportive de la planète. La Côte d'Ivoire et le Sénégal figurent désormais parmi les pays soumis à des restrictions partielles d'entrée aux États-Unis, rendant la venue de leurs supporters particulièrement difficile.



Pour les pays africains visés, les conséquences sont multiples ...

Mardi 16 décembre 2025, le président Donald Trump a signé une proclamation durcissant les conditions d'accès au territoire américain pour les ressortissants de plusieurs pays. Cinq nouveaux États ont été ajoutés à la liste des interdictions totales : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Soudan

du Sud, la Syrie, ainsi que les détenteurs de passeports délivrés par l'Autorité palestinienne. Ils rejoignent l'Iran et Haïti, déjà frappés par une interdiction complète, alors même qu'ils sont qualifiés pour le Mondial. En parallèle, des restrictions partielles ont été imposées à quinze autres pays, dont deux nations africaines qualifiées pour la

Coupe du monde 2026: le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Sont également concernés l'Angola, Antigua-et-Barbuda, le Bénin, la Dominique, le Gabon, la Gambie, le Malawi, la Mauritanie, le Nigeria, la Tanzanie, les Tonga, la Zambie et le Zimbabwe. La proclamation précise que les athlètes et les diplomates ne sont pas visés par ces mesures.

Les joueurs pourront donc entrer aux États-Unis sans difficulté. En revanche, leurs supporters devront composer avec des procédures de visa longues, incertaines et potentiellement dissuasives. Une séparation artificielle entre le football et ceux qui le font vivre dans les tribunes. Les autorités américaines in-

Mondial 2026 : Restrictions américaines

« SPORT



(...) et profondément inégalitaires dans un Mondial organisé majoritairement sur le sol américain (Ph : DR)

voquent le visa overstay rate, le taux de visiteurs restant aux États-Unis après l'expiration de leur visa. Selon le département de la Sécurité intérieure, ce taux serait de 4% pour le Sénégal et de 8% pour la Côte d'Ivoire. Des chiffres utilisés pour justifier une décision aux effets bien plus larges que le simple contrôle migratoire.

Une sanction indirecte pour le football africain

Pour les pays africains visés, les conséquences sont multiples et profondément inégalitaires. D'abord sur le plan sportif: priver des équipes de leur public, c'est réduire leur soutien émotionnel, leur visibilité et leur poids symbolique dans un tournoi où l'ambiance joue un rôle clé. Dans un Mondial organisé majoritaire-

ment sur le sol américain, l'absence de milliers de supporters africains risque de transformer certaines rencontres en matchs presque à huis clos pour ces sélections.

Sur le plan économique ensuite, ces restrictions pénalisent des supporters déjà confrontés à des coûts élevés: billets d'avion intercontinentaux, hébergement, billets de match. L'incertitude autour des visas dissuade de nombreux fans d'engager des dépenses importantes sans garantie d'entrée sur le territoire. À terme, ce sont aussi les fédérations africaines qui pâtissent de la baisse de visibilité, de merchandising et d'attractivité commerciale.

Mais c'est surtout sur le plan symbolique et éthique que la décision interroge. En ciblant majoritairement des pays afri-

cains et du Sud global, cette politique renforce un sentiment d'exclusion déjà bien ancré. Elle envoie le message que certains supporters seraient moins désirables que d'autres, même lorsqu'ils se déplacent pour un événement sportif temporaire et encadré. Une logique qui alimente les accusations de discrimination systémique et de traitement différencié selon l'origine géographique.

La Coupe du monde 2026, co-organisée par les États-Unis, le Mexique et le Canada, débutera le 11 juin. La Côte d'Ivoire évoluera dans le groupe E, aux côtés de l'Allemagne, de Curaçao et de l'Équateur. Le Sénégal a été versé dans le groupe I, avec la France, la Norvège et une équipe issue des barrages. Ironie du sort, les Lions de la Teranga affronteront les États-Unis

en match amical de préparation, le 31 mai à Charlotte, en Caroline du Nord.

Ces restrictions ont déjà provoqué des tensions diplomatiques. Lors du tirage au sort, début décembre, la délégation iranienne avait exprimé publiquement son mécontentement face à l'impossibilité pour une grande partie de ses supporters de se rendre aux États-Unis.

À mesure que le tournoi approche, la question devient pressante: peut-on encore parler de Coupe du monde lorsque l'accès à l'événement dépend du passeport plutôt que de la passion? Pour de nombreux pays africains, cette décision ressemble moins à une mesure administrative qu'à une exclusion silencieuse d'une partie essentielle du football mondial.

JCP

SPORT » Sport Business



Le Congo-Brazza signe un partenariat inédit avec l'Olympique Lyonnais

La République du Congo a officialisé un partenariat inédit avec l'Olympique Lyonnais et OL Lyonnnes. Les deux équipes professionnelles de football de Lyon afficheront sur leurs maillots de match, « la destination du Congo, Brazzaville » pour une durée de quatre saisons.



Michele Kang et le président congolais sont satisfaits de leur partenariat. (Ph : DR)

Le Congo-Brazza veut s'ouvrir au monde. C'est la raison pour laquelle ce pays d'Afrique centrale a signé un partenariat inédit avec l'Olympique Lyonnais et OL Lyonnnes. Ce partenariat s'inscrit dans une volonté de promouvoir la destination du Congo et de sa capitale, Brazzaville, pour le tourisme, le développement économique et culturel du pays, grâce notamment à la visibilité télévisuelle apportée par la pré-

sence sur le maillot des équipes professionnelles masculine, féminine, et des équipes jeunes de l'Académie du club.

À en croire Michele Kang, présidente de l'Olympique Lyonnais et OL Lyonnnes, le président congolais Denis Sassou N'Guesso a été très satisfait de l'ambition affichée et convaincu des conséquences très positives pour l'image de son pays induites par cet accord. « Nous sommes ravis et très fiers d'établir ce partenariat unique en

son genre avec le Congo. Voir le Congo s'afficher désormais sur les compétitions nationales masculine et féminine témoigne de la capacité incomparable du football à rassembler les gens à travers les continents, a-t-elle indiqué. Enfin, permettre à nos experts en formation de partager leurs compétences avec les jeunes générations en Afrique, constitue une véritable preuve de confiance envers nos techniciens et la qualité de la formation lyonnaise ».

Par ailleurs, l'Olympique Lyonnais et l'OL Lyonnnes vont animer une Académie de football mixte sur le site de Kintele avec des installations modernisées. Cette Académie aura pour vocation de partager la qualité de la formation lyonnaise en Afrique en devenant ainsi la seule Académie des deux clubs sur ce continent. La formation dispensée bénéficiera sur le long terme à l'équipe nationale congolaise.

GFY

14^e édition du Marché des arts du spectacle d'Abidjan « CULTURE »

89 groupes artistiques officiellement sélectionnés

89 groupes artistiques sont sélectionnés pour la 14^e édition du Marché des arts du spectacle d'Abidjan (Masa). Le directeur général de l'institution, Abdramane Kamaté, a livré cette information le 11 décembre 2025, lors d'une conférence de presse à Abidjan. Cette 14^e édition prévue du 11 au 18 avril 2026 à Abidjan, est placée sous le thème « Arts du spectacle en Afrique, outil d'intégration économique et sociale ».

L'annonce de M. Kamaté fait suite aux travaux du Comité artistique international (Cai) et du comité interne de sélection du Masa festival, qui se sont réunis du 3 au 5 décembre 2025 pour examiner plus de 2 250 candidatures issues de 103 pays, un record dans l'histoire de l'événement. Composé de 23 experts venus de 19 pays, le Cai a examiné 1 866 dossiers déposés via la plateforme officielle du Masa. À l'issue des délibérations, 60 artistes et groupes, originaires de 28 pays, ont été retenus dans les disciplines suivantes : Arts de la rue (1), Cirque (3), Conte (4), Danse contemporaine (9), Danse patrimoniale (1), Danse urbaine (2), Humour (06), Jeune public (1), Marionnettes (2), Musique (16), Slam (7), Théâtre (8). Le comité interne du Masa Festival a examiné 384 candidatures issues de 52 pays. Au terme des travaux, 39 artistes et troupes provenant de 23 pays ont été sélectionnés dans les disciplines suivantes : Arts de la rue (5), Cirque (4), Conte (1), Danse contemporaine (6), Danse urbaine (2), Jeune public (04), Musique (13), Slam (1), Théâtre (3).

La direction générale a salué la rigueur du Cai et la qualité des propositions artistiques reçues, invitant les artistes retenus à entamer les formalités administratives, sanitaires et de visa pour garantir leur participation. « C'est la première fois que le



Abdramane Kamaté (à d.) a salué la rigueur du Cai et la qualité des propositions artistiques reçues (Ph : DR)

Masa enregistre un tel volume de candidatures, avec des dossiers provenant de 103 pays. Plus remarquable encore, 51 des 54 pays africains ont manifesté leur intérêt pour y participer. Cela confirme le rayonnement du MASA et les efforts du ministère de la Culture et de la Francophonie pour en faire un rendez-vous international majeur », a déclaré M. Kamaté. Selon lui, la diversité des candidatures reflète la confiance croissante des artistes africains et internationaux envers le Masa, désormais considéré comme un moteur d'intégration culturelle, économique et professionnelle. Il a également annoncé plusieurs innovations, notamment la création d'un Village des Enfants, entièrement dédié au jeune public, afin de favoriser l'accès des plus jeunes aux arts vivants, ainsi

que la mise en place d'un Village de l'innovation, installé au palais de la culture, et destiné à mettre en avant les nouvelles technologies, le numérique et l'intelligence artificielle dans la création artistique.

« Le futur du spectacle dépend d'eux. Ce village permettra aux jeunes générations de rencontrer les créateurs et de s'imprégner de l'univers artistique. Nous voulons montrer que l'Afrique s'approprie pleinement le numérique, qui représente une opportunité majeure pour nos artistes », a souligné le DG, précisant qu'une scène moderne accueillera également des groupes patrimoniaux provenant de diverses régions du continent, illustrant la rencontre entre tradition, modernité et innovations technologiques. Abdramane Kamaté a assuré que toutes les

équipes sont mobilisées pour offrir une édition à la hauteur des ambitions du ministère de la Culture et de la Francophonie, du gouvernement ivoirien et de toute la Côte d'Ivoire.

Créé en 1990 lors de la Conférence des ministres de la Culture et de la Francophonie à Liège (Belgique), le Masa vise à renforcer les capacités des professionnels africains des arts vivants et à promouvoir l'accès des productions africaines au marché international. Il a pour mission de soutenir la création et la production artistique, la circulation des œuvres et des artistes, la formation des professionnels ainsi que le développement du secteur des arts de la scène en Afrique.

JC PAGNI

GASTRONOMIE » QUEUE DE BOEUF AU GOMBO

Préparation 20 min

INGREDIENTS

800 g de gombos frais
1 Kg de viande de queue de boeuf
2 grosses tomates fraîches (pas trop rouges)

Cuisson 1h20

2 oignons moyens
4 gousses d'ail
1 poivron vert
1 piment rouge frais (facultatif)
4 cuillerées à soupe de poudre de

Difficulté ***

crevettes séchées
2 feuilles de laurier
1 bouquet garni
2 cubes de bouillon culinaire
(épices-oignons)

Pour 6 Personnes

1 à 2 pointe de couteau de bicarbonate de soude
Sel, poivre

PRÉPARATION

1. Faites bouillir la viande préalablement lavée dans une cocotte minute avec deux gousses d'ail, du sel et 2 feuilles de laurier pendant 30 minutes.
2. Retirez les pédoncules et les extrémités pointues des gombos. Coupez-les en très fines rondelles. Réservez.
3. Coupez l'extrémité du piment frais et retirez soigneusement toutes graines. Hachez-le finement. Réservez.
4. Épluchez, lavez et émincez très finement les oignons et les deux autres gousses d'ail. Réservez.
5. Mondez et épépinez les tomates fraîches puis découpez-les en très petits dés. Réservez.
6. Lavez, pelez, épépinez et émincez finement le poivron. Réservez.
7. Une fois la viande tendre, ajoutez dans l'eau de cuisson, le bouquet garni, les cubes de bouillon culinaire, les tomates, l'ail, les oignons, le poivron, le poivre, le piment rouge, la poudre de crevettes séchées, remuez bien puis laissez cuire à feu vif 15 minutes environ.
8. Ajoutez les rondelles de gombos et le bicarbonate de soude, mélangez bien. Attendez que la préparation se remette à bouillir puis laissez réduire à feu moyen 15 à 20 minutes encore en mélangeant de temps en temps pour que la sauce n'attache pas au fond de la casserole.

Servez chaud avec du fofou ou du riz blanc selon vos préférences.

De vous à moi

Recette est originaire d'Afrique de l'Ouest. On retrouve la sauce gombos au Bénin, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal mais aussi en Afrique centrale et dans d'autres pays. Le gombos est assez particulier il est toujours meilleur quand il est relevé et même pimenté.

Bon appétit.

Danielle EBENGU



Ph: DR

LE NUMÉRO 626 D' *AMINA mag* EST EN KIOSQUE



EN COVER, RETROUVEZ L'ENTREPRENEURE LETICIA N'CHO TRAORÉ. L'ANCIENNE MISS CÔTE D'IVOIRE DEVENUE PDG DU GROUPE ADDICT REVIENT SUR SON PARCOURS ET NOUS LIVRE LES SECRETS DE SA RÉUSSITE. AU SOMMAIRE ÉGALEMENT KHADY DIALLO, L'ANIMATRICE D'EURODREAMS TOUJOURS POSITIVE.

CÔTÉ CULTURE AMINA A DONNÉ LA PAROLE À MARIE MUNZA, SOUNDOUS MOUSTARHIM, NAIL VER-NDOYE, LEÏLA SY, VALÉRIE TRIBORD, MAUREEN, MADAME JAZZ, MARIANA RAMOS, JAMES BKS, GALIAM BRUNO HENRY, CADJESSY.

SAVEZ-VOUS QUE LA COMPAGNIE CRÉOLE FÊTE SES 50 ANS DE BONHEUR ?

POUR VEILLER SUR NOTRE BIEN-ÊTRE : EISHA OUGA, PAULE MOKO NOUS DONNE DES CONSEILS POUR UNE BELLE SEXUALITÉ APRÈS UN ACCOUCHEMENT, BARBARA CYRILLE EXPLIQUE COMMENT ELLE EST DEVENUE PSYCHOTHÉRAPEUTE ET HYPNOTHÉRAPEUTE.

ET COMME TOUJOURS DES SUCCESSTORY AVEC LARISSA SAMAN, PAOLA AUDREY NGUENGUE, MAÏRAM SY, AÏSSATOU BODIAN... ON SE DÉLÈCTE DES LAYER CAKES DE TÉNÉ SIDIBÉ ET ON SE PASSIONNE POUR CE QUE NOUS RÉSERVE LES ASTRES EN 2026 !

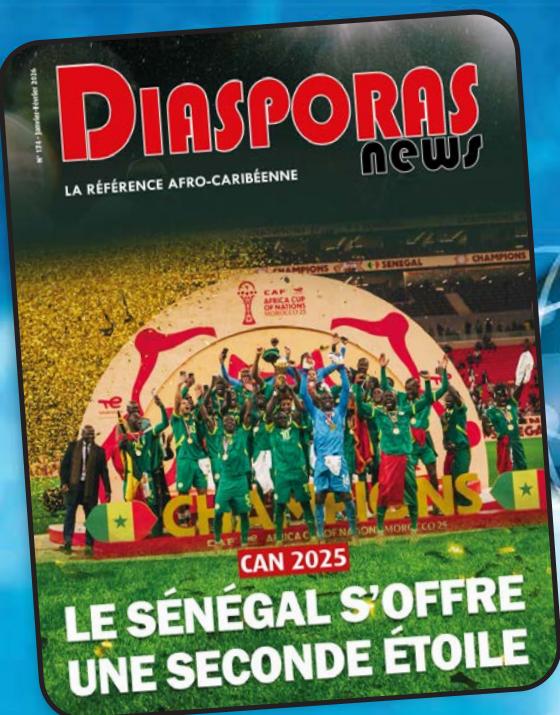
Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site : <https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Premier Magazine
GRATUIT
Rejoignez-nous !

Flashez-moi



1 AN
50€

Frais de port inclus



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK



MARCHÉ DES ARTS DU SPECTACLE AFRICAIN D'ABIDJAN

DU 11 AU 18 AVRIL 2026 14^È ÉDITION

MASA, CATALYSEUR FINANCIER DU SECTEUR CULTUREL

EXPRIMEZ VOTRE ART COMME JAMAIS auparavant



INFOLINE : +225 27 20 21 35 20

WWW.MASA.CI

CIRQUE & MARIONNETTES - CONTE - DANSE - HUMOUR - MUSIQUE - SLAM - THÉÂTRE

